En reconnaissant finalement posséder des comptes bancaires à l'étranger, Jérôme CAHUZAC a avoué avoir menti avec un aplomb consternant et injustifiable au Président de la République, à la représentation nationale et aux Français.

Cette affaire est un véritable choc pour notre démocratie. Elle pose des questions à l'ensemble du monde politique.

Elle est pour nous, parlementaires socialistes, une blessure mais cette défaillance individuelle ne peut en aucun cas aboutir à une suspicion permanente de l'ensemble des élus de notre République. Elle ne doit pas, en outre, nourrir tous les populismes et les tentations faciles du « tous pourris ».

Le comportement d'un homme ne reflète en rien la sincérité de l'engagement et la probité de nombreux élus.

Ainsi, comme l'ensemble des parlementaires, nous avons, lors de notre prise de fonction, transmis l'état exhaustif de notre patrimoine à la Commission nationale pour la transparence financière de la vie politique.

Pour autant, à l'heure où les Français sont appelés à participer à l'effort de redressement du pays, ils attendent, à juste titre, une République exemplaire et une réponse éthique.

C'est pourquoi le Président de la République et le Premier Ministre ont annoncé des mesures vigoureuses sur la transparence de la vie politique et la prévention des conflits d'intérêts.

Nous soutenons cette démarche et souhaitons que ces mesures soient portées par l'ensemble des partis politiques au-delà même des clivages partisans et de toute posture individuelle. Un projet de loi sera donc présenté lors du Conseil des Ministres du 24 avril 2013.

Il convient également de souligner qu'au-delà du Député lui-même, cette publication expose aussi sa famille, son conjoint et ses enfants, qui n'ont pas à subir des conséquences non mesurées sur leur vie privée en raison de la fonction publique exercée par un de leur proche.

C'est dans le cadre de cette loi et à la lumière des débats qui interviendront au Parlement, et non par voie de presse, qu'il convient d'envisager la question de la publication du patrimoine personnel des élus de la nation.